

Contre les violences faites aux femmes, engageons nous !

SOMMAIRE

Edito Femmes

Maison du Monde

Acquisitions du centre de doc

Droits humains

Pour une réforme d'envergure
du droit d'asile

Hommage à Mandela et lutte
contre le racisme

A l'Europe d'agir : Lancement
d'une campagne pour aider les
réfugiés syriens

Proche-Orient

Synthèse du débat sur la Syrie
La résistance palestinienne
aujourd'hui

Peuples Solidaires

Les enjeux de l'affiliation à
ActionAid

Cafés de l'actu

Génération Femmes

Prochain café de l'actu :
Association Développement et
Santé

Aux croisements du monde

L'Equateur

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par
La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration
509, Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex

Tel : 01-60-77-21-56
Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org
site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Nous aurions aimé ne parler que de cette nouvelle égalité des chances : enfin les femmes figurent à parité sur les listes de candidatures pour les élections municipales.

En nous réjouissant de cette dernière conquête, nous faisons entre amies la

liste de tous les droits et progrès engrangés pour en arriver là, partageant la chance de vivre en France aujourd'hui dans des familles sans violence ...

Mais, très vite, quelques clignotants dans nos mémoires militantes se sont mis au rouge.

Certes, nous sommes privilégiées au regard de très nombreux pays, mais sommes-nous pour autant à l'abri de régressions, ou de pas de côté ? Conscientes qu'aucun droit n'est irréversible et que toute conquête peut être remise en question.

Engagées dans la vie syndicale, associative ou politique, au cœur de nos familles, nous vérifions tous les jours que la loi « du genre masculin a la vie dure ». Encore trop de femmes, en dépit du droit du travail, se voient mutées au retour d'un congé maternité de leur poste de travail, sont licenciées ou victimes de harcèlement jusqu'à la dépression. Et en cas de restructurations d'entreprises elles sont souvent les premières victimes et les grandes perdantes à l'heure du calcul de leur retraite.

Nous ne pouvons pas non plus occulter qu'en France, une femme meurt encore tous les deux jours et demi des conséquences de coups donnés par son conjoint ou compagnon...

Et pour ce qui est du droit à l'avortement, cette conquête de notre 5ème république, nous voyons à l'instar de ce qui se passe en Espagne combien il est facile de détricoter une loi essentielle.

Maintenant, au-delà de notre petite Europe, l'actualité statistique froide nous rappelle toutes ces enfants qui pour être nées « filles » sont victimes d'infanticide ou assassinées. Elles seraient, d'après Amartya Sen, prix Nobel d'économie, plus de 100 millions, mettant en évidence l'existence d'une triste « ceinture patriarcale » qui va de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud.

N'oublions pas aussi les violences sexuelles faites aux femmes dans les situations de conflits dénoncées par le Secrétaire Nations Unies, Ban Ki-Moon dans une Campagne internationale.

Nous y découvrons que le viol ou les violences sexuelles sont utilisés comme une tactique de guerre : dans les années 90, ce fut le cas en Algérie, au Libéria et en Bosnie, et plus récemment au Darfour et au Soudan comme en République démocratique du Congo où près de 1100 viols sont signalés par mois... Ce qui représenterait plus de 200000 femmes depuis le début du conflit dans ce pays.

Aussi, à la lumière de ces faits, comment croire que le cas repris dans le concours de plaidoirie de Caen à propos du viol répété de cette enfant tunisienne de 15 ans au cœur du conflit syrien, au nom d'une guerre dite sainte, ne serait qu'un cas isolé.

Si la femme pour le poète est l'Avenir de l'homme, elle est et demeure au regard du droit international son égale dans la famille, au travail et dans les communautés de vie au quotidien.

Aussi, poursuivons sans relâche notre combat contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles et pour la reconnaissance et la mise en oeuvre de leurs droits fondamentaux. Agissons aussi en France en lien avec et pour les femmes d'ailleurs, pour éradiquer toutes les formes de violences qu'elles subissent et qu'on ne doit plus tolérer.

Mardi 1er avril

18h30 à la Maison du Monde

café de l'actu

Présentation de l'association Développement et Santé

voir page 11

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

février 2014

maison du monde

« Le guide de la nationalité française »

GISTI – livre (nouvelle édition) - 2013

« Méditerranée : mare nostrum pour les migrants ? »

CONFLUENCES MEDITERRANEE - périodique - 2013

« Narcotrafic : la guerre aux drogues en question »

ALTERNATIVES SUD - livre – 2013

Résumé : Si dans les pays industrialisés leurs effets en matière d'ordre et de santé publics sont relativement circonscrits, les drogues d'origine naturelle (héroïne, cocaïne, cannabis...) ont des impacts d'une autre ampleur dans les régions où elles sont produites et qu'elles traversent, essentiellement situées au Sud : alternative économique de survie pour des millions de petits paysans et de passeurs, mais aussi source d'affrontements sanglants entre cartels, de diffusion d'une culture de la violence, d'apparition de nouvelles inégalités, de corruption des institutions, de financement de coups d'État et de rébellions en tout genre. Tout à la fois produit et moteur de l'informalisation des économies

et de l'affaiblissement des États, dont les causes premières sont à chercher dans la crise des secteurs productifs traditionnels et l'ajustement néolibéral, le narcotrafic a également su jouer de l'opacité des circuits financiers internationaux pour étendre ses ramifications. Loin d'endiguer le phénomène, le modèle répressif imposé depuis quarante ans par les États-Unis l'a objectivement alimenté, l'interdiction décuplant le prix des drogues, l'attractivité de leur commerce et le pouvoir des trafiquants. Cette approche contre-productive, régulièrement subordonnée à d'autres objectifs de politique extérieure qui plus est, fait aujourd'hui l'objet de remises en question par plusieurs gouvernements latino-américains, qui estiment que leurs sociétés paient un tribut disproportionné à la « guerre internationale aux drogues »

« Petit précis d'islamisme : des hommes, des textes et des idées »

Haoues SENIGUER - livre - 2013

« Petite histoire des colonies françaises »

Grégory JARRY et Otto T. - livres - 2011

droits humains

FRANCE : UNE VINGTAINE D'ORGANISATIONS FONT DES PROPOSITIONS POUR UNE RÉFORME D'ENVERGURE DU DROIT D'ASILE

19 février 2014

Alors que le Gouvernement est en train de préparer le projet de loi de réforme du droit d'asile, la Coordination française pour le droit d'asile rend publique ses recommandations pour une réforme d'envergure qui protègent les réfugiés.

Sur la base des propositions élaborées par deux parlementaires missionnées par le ministre de l'Intérieur, la vingtaine d'organisations membres de la CFDA ont élaboré des recommandations devant permettre au Gouvernement de simplifier la procédure d'asile, la rendre plus efficace tout en préservant les droits des demandeurs d'asile.

Pour que les engagements internationaux de la France soient pleinement respectés, sans discours incantatoire, la CFDA attend de la réforme qu'elle repose sur les principes cardinaux suivants : un renversement de logique, en passant d'une vision de police des étrangers assise sur le contrôle et la dissuasion à une logique

de protection des personnes sollicitant l'asile, dans le respect du droit international, et à l'exclusion de toute considération relative à la gestion de l'immigration ;

- une simplification réelle de la procédure d'asile dans l'intérêt exclusif des demandeurs d'asile ;

- un renforcement des garanties tout au long de la procédure de façon à la rendre satisfaisante et équitable.

Quatre axes fondent les recommandations de la CFDA pour réaliser cette rupture :

- le droit à l'accès effectif à une procédure qui assure la qualité de l'examen de la demande d'asile (I)

- le respect du choix des demandeurs

d'asile et l'accès de tous aux droits sociaux (II) ;

- le droit aux soins et à un accompagnement adapté des personnes sans que la vulnérabilité devienne un outil de tri des demandes d'asile (III) ;

- l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale, sans restreindre la liberté des personnes déboutées dans des centres dédiés (IV).

Afin d'approfondir ce sujet, nous vous invitons à consulter sur le site de la CFDA (<http://cfda.rezo.net>) : « Note, 17 février 2014, Recommandations de la CFDA pour une réforme d'envergure ».

Amnesty International

HOMMAGE À MANDELA ET LUTTE CONTRE LE RACISME

C'est sur ce thème que l'association « Équité » et l'UD CFDT 91 ont organisé un colloque le 25 janvier 2014 à la bourse de travail d'Évry.

Le président de l'association, Saliou Diallo a remercié la secrétaire générale de l'UD CFDT 91, madame Marie Le Prêtre sans qui cet événement n'aurait pas eu lieu. Puis il a rappelé que nous allons aborder la question du racisme mais que, concernant les questions des discriminations dans les entreprises, les personnes victimes peuvent s'adresser à la CFDT qui a la compétence en la matière.



En première partie, le conférencier Nestor Bidadanure, écrivain et journaliste, dans son livre sur Mandela « *N'éteignez pas la lumière* » préfacé par Peter Gabriel (éditions Naïve), a relaté la vie de ce grand homme, son parcours, ses combats et l'œuvre de sa vie : la lutte contre l'apartheid qui est un racisme institutionnalisé, la confirmation officielle de la division des communautés vivant dans la même aire géographique. Il a lu un poème de William Ernest Henley qui a inspiré Nelson Mandela pendant ses 27 ans de prison à Robben Island.

INVICTUS

*Dans les ténèbres qui m'enserrent,
Noires comme un puits où l'on se noie,
Je rends grâce aux dieux quels qu'ils soient,
Pour mon âme invincible et fière,
Dans de cruelles circonstances
Je n'ai ni gémé ni pleuré,
Meurtri par cette existence,
Je suis debout, bien que blessé,
En ce lieu de colère et de pleurs,
Se profile l'ombre de la mort,
Et je ne sais ce que me réserve le sort,
Mais je suis et je resterai sans peur,
Aussi étroit soit le chemin,
Nombreux les châtements infâmes,
Je suis le maître de mon destin,
Je suis le capitaine de mon âme.*

Après la conférence la parole a été donnée à des représentants d'associations :

Michel Chesseron, ancien président de l'association La Maison du Monde, a rappelé les luttes contre l'apartheid qui ont été orchestrées par la Maison du Monde à Évry dans les années 1980. Nadjia Nezzal a parlé du CIFORDOM (Centre d'Information, de la Formation, de Recherche et de Développement pour les Originaires de l'Outre-mer), organisme créé en 1982, de ses objectifs et de son fonctionnement. La FETAF (Fédération d'Étudiants des Travailleurs Africains de France) avec Hugues Marion et Ibrahima Niokane représentants de la commission jeunesse, l'ACPE 91 (Association Collectif des Parents de l'Essonne), l'Association des Comoriens en Ile de France, l'Association des Congolaises, l'Association Génération 2, ainsi que Mbaye Badiane, président du conseil de quartier les pyramides, ainsi que Louis Mohamed SEYE, adjoint au maire de Fontenay-sous-Bois, Jean-Pierre Génoyer, au nom de l'enseignement qu'il a reçu et de la sagesse de nos aînés respectifs, a rappelé la dimension universelle et humaine de ce colloque. Tous et toutes ont rendu hommage à Nelson Mandela dans sa lutte contre l'apartheid.

En troisième partie sur la lutte contre le racisme, madame Christine Koffi Lograh a témoigné de son expérience personnelle : victime de racisme dans les transports en

commun, elle a porté plainte, puis a eu le courage et la détermination d'aller jusqu'au bout de la procédure judiciaire. Il faut souligner la bonne réaction du chauffeur de bus et de la RATP qui l'ont bien accompagné dans cette procédure. Équité encourage toutes les personnes victimes de racisme à suivre son exemple. L'association les accompagnera et les soutiendra, car, il convient de le rappeler, le racisme n'est pas une opinion, mais un délit, il est puni par la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.

À la fin, les modérateurs de l'événement Nestor Ndoudi (vice-président d'Équité Essonne) et Marie Line Mayabhu ont remercié les organisateurs à savoir : Godefroy Mayabhu, Joël-Eugène Emmanuel, Jean-Pierre Génoyer et Jean Michel Bahonda qui ont animé et coordonné l'événement, les associations et leurs représentants, ainsi que d'éminentes personnalités qui luttent contre ce fléau.

Et pour terminer, on a cité la phrase qui nous émeut toujours par laquelle Mandela avait l'habitude de conclure ses allocutions : « *Parfois, il incombe à une génération de faire preuve de grandeur. Vous pouvez être cette grande génération. Laissez votre grandeur s'épanouir.* »

Le débat s'est poursuivi très tard le soir autour d'un pot offert par l'entreprise « Trois Anges à Domicile » et la projection d'un film sur le racisme

Nestor Ndoudi

" À l'Europe d'agir "

Lancement d'une campagne pour aider les réfugiés syriens

6 mars 2014. Paris, Lyon, Bruxelles.

Forum réfugiés-Cosi et France terre d'asile participent à une campagne lancée aujourd'hui par le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE) avec plus de 100 partenaires dans 34 pays, intitulée " À l'Europe d'agir " (www.helpsyriasrefugees.eu) et appelant les dirigeants européens à protéger les réfugiés fuyant le conflit syrien.

droits humains

Rose*, réfugiée en France, témoigne : *avec tous ces morts autour de nous, je me disais que mon tour pouvait venir à tout moment. Après avoir obtenu un visa à l'ambassade de France au Liban, il a encore fallu traverser plusieurs check-points en Syrie et mentir sur ma destination. Je suis en sécurité maintenant, mais mon frère vient de recevoir un refus de visa alors qu'il avait fait les mêmes démarches. Maintenant il sait qu'il est coincé en Syrie, car c'est trop dangereux de venir illégalement* ".

Sur le site www.helpsyriasrefugees.eu, vous pouvez « donner votre voix » aux réfugiés syriens et exhorter les dirigeants européens à prendre des mesures pour :

- Donner aux réfugiés les moyens de rejoindre l'Europe en toute sécurité ;
- Arrêter les refoulements et protéger les réfugiés qui arrivent aux frontières de l'Europe ;
- Réunir les familles déchirées par la crise.

Rose*, réfugiée en France, témoigne : *" Avec tous ces morts autour de nous, je me disais que mon tour pouvait venir à tout moment. Après avoir obtenu un visa à l'ambassade de France au Liban, il a*

encore fallu traverser plusieurs check-points en Syrie et mentir sur ma destination. Je suis en sécurité maintenant, mais mon frère vient de recevoir un refus de visa alors qu'il avait fait les mêmes démarches. Maintenant il sait qu'il est coincé en Syrie, car c'est trop dangereux de venir illégalement ".

" Les obstacles délibérés que l'Europe impose à l'accès à la protection doivent être levés ", a déclaré Michael Diedring, secrétaire général du CERE. " Un voyage légal et sans risque vers l'Europe est pratiquement impossible pour les réfugiés en raison des restrictions de visa, des possibilités limitées de réinstallation et des règles complexes qui empêchent les familles d'être réunies. Ceux qui cherchent la sécurité en Europe n'ont souvent pas d'autre choix que de mettre leur vie entre les mains de passeurs et d'affronter des voyages dangereux pour leur vie. Une crise de cette ampleur requiert que l'Europe agisse maintenant ".

Donner votre voix

La campagne " À l'Europe d'agir - www.helpsyriasrefugees.eu " encourage les soutiens de cette initiative à « prêter » leur fil Twitter et leur compte

Facebook à certains réfugiés syriens. Ces réfugiés pourront ainsi partager leurs expériences de fuite du conflit et leurs tentatives pour obtenir une protection en Europe, avec les amis et les abonnés des personnes qui soutiennent la campagne.

Vous pouvez également donner votre voix pour protéger les réfugiés syriens en **signant la pétition " À l'Europe d'agir "**. Cette campagne se déroulera pendant une période de quatre mois, culminant lors de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 Juin 2014

(1) UE, Norvège et Suisse.

* Le nom a été modifié.

Claire Salignat - 04.37.57.19.80

Jean-François Ploquin - 06.16.17.77.21

Forum réfugiés - Cosi
csalignat@forumrefugies.org - Twitter - Facebook

Ana Lopez Fontal - 0032 474 340 525
ECRE - European Council on Refugees and Exiles

afontal@ecre.org - Twitter - Facebook

Christophe Harrison - 01.53.04.39.93

France terre d'asile
charrison@france
terreasile.org - Twitter - Facebook

peuples solidaires



2014 : LES ENJEUX DE L'AFFILIATION A ACTIONAID

Après les fiançailles, le mariage !

Pour reprendre la métaphore amoureuse utilisée par André Perrot, membre du Conseil national et représentant de Peuples Solidaires auprès d'ActionAid, voici le temps de dire OUI lors du vote qui aura lieu à l'AG d'avril à propos de l'affiliation à ActionAid.

Dire OUI à l'entrée de Peuples Solidaires au sein de cette Fédération internationale, riche de plus de 40

membres du Nord et du Sud, c'est assumer un pari ambitieux qui repose sur une alliance forte autour de la même mission sociale. Ce n'est pas un hasard si notre slogan « Agir pour les droits, vaincre la pauvreté » fait écho à la stratégie d'ActionAid « L'action des populations pour en finir avec la pauvreté ».

Cette décision démocratique doit nous permettre de rejoindre une organisation réputée, puissante, inscrite dans la

durée, pour renforcer nos actions. Certes, comme en amour, les tensions peuvent exister, notamment face à une certaine bureaucratie d'ActionAid, mais ces dernières années ont montré que notre impact a été renforcé quand nous avons travaillé ensemble.

N'hésitez pas à en débattre dans les groupes locaux et/ou de nous solliciter pour plus d'informations sur ces enjeux.

Fruits de Palabres N° 49 / février 2014

QUEL AVENIR POUR LA SYRIE ?

Contexte et enjeux géopolitiques du conflit

C'est sur ce thème que, jeudi 30 janvier, a eu lieu une rencontre organisée par le Collectif Méditerranée de la Maison du Monde. L'objectif était de comprendre pourquoi et comment on en était arrivé à une situation aussi dramatique, pour essayer de saisir ce qui se joue en profondeur. Cette rencontre répondait à une attente puisqu'elle a rassemblé plus de 130 personnes. Sont intervenus :

Rania SAMARA, chercheuse associée à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, ancienne professeure de littérature et de traduction à l'Université de Damas et à la Sorbonne Nouvelle, traductrice littéraire.

Farouk MARDAM BEY, directeur des éditions Sindbad, éditeur chez « Actes Sud », ancien conseiller culturel à L'Institut du Monde Arabe, grand connaisseur de la culture et de la littérature arabe,

Jean-Pierre PERRIN, journaliste à « Libération », où il s'occupe des dossiers du Proche Orient, auteur de « La mort est ma servante », sur son dernier séjour auprès des rebelles dans le nord de la Syrie,

Ziad MAJED, chercheur et politologue libanais, auteur de nombreux ouvrages, articles et études sur le Liban, la Syrie et le monde arabe,

Yassin HAJ-SALEH, personnalité éminente, un penseur syrien, un écrivain, qui a été jeté en prison pendant seize ans, puis interdit de quitter le pays, d'avoir un passeport ou de travailler, qui écrit des articles et des études, dont récemment un livre sur son expérience carcérale, qui vient tout juste de quitter la Syrie clandestinement et qui s'est exprimé en public pour la première fois le 30 janvier,

Soleïma ARABI, comédienne, a lu un poème intitulé « Sept jours » du poète syrien Nouri Al-Jarrah, traduit de l'arabe.

La rencontre a été animée par Rania Samara qui a commencé par une rapide rétrospective historique et qui a terminé par ces paroles : « En Syrie, il y a eu le premier alphabet écrit du monde. Les premières graines, la première agriculture ont été développées en Syrie et en Mésopotamie sur l'Euphrate. La mémoire de l'Histoire entière est passée en Syrie. Et si vous voyez les images actuelles, c'est un pays complètement ravagé, complètement détruit. L'archéologue Mari en Syrie, a dit : « Chaque homme sienne et la Syrie. » parce que la Syrie est toutes les cultures. Aussi, je lance un appel à tous les citoyens français et à tous les citoyens libres du monde : ne pas permettre au dictateur Assad de détruire... première patrie, ne pas le laisser vous priver de la mémoire collective, de la mémoire de la culture et de la civilisation. »



Contexte qui a conduit à la révolution

La Syrie, qui a appartenu à de grands empires mésopotamiens, puis grec, romain, byzantin, ottoman, s'est trouvée sous mandat français en 1920. Elle a été indépendante en 1946, sa vie politique a été instable, avec des coups d'Etat militaires. En 1963, un nouveau coup d'Etat porte au pouvoir le parti Baas, qui comprenait à la fois des néomarxistes, des nassériens et des nationalistes, et prônait un Etat laïc. Hafez el-Assad était dans l'équipe au pouvoir. **Dès 1963, les Syriens ont vécu sous l'état d'urgence**, qui a supprimé toutes les libertés. Et jusqu'à sa mort en 2000, Hafez El Assad a « formaté » la Syrie. Son échec lors de la Guerre des 6 jours en 1967 –il était ministre de la Défense et son armée a perdu le Golan au profit d'Israël- ne l'a pas empêché de prendre le pouvoir en 1970. Il emprisonne ses rivaux pour de longues années et oublie les principes d'origine du parti Baas. La Syrie voit donc s'installer un **régime dictatorial d'un type nouveau**, comme dans d'autres pays de la région : Saddam Hussein en Irak, Kadhafi en Libye, Nimeiry au Soudan. Ces dictatures sont très répressives et sont différentes du paternalisme et de l'anti-impérialisme de Nasser, qui s'appuyait sur la population.



Dans le même temps, mais sur le plan religieux, un autre phénomène se produit : **la réislamisation du monde arabe**.

« Cela signifiait, dit Farouk Mardam-Bey, l'inversion de la tendance principale de l'histoire arabe depuis le 19ème siècle, qui était une tendance à la sécularisation. C'a commencé par le renforcement de l'Arabie Saoudite, au début des années 60, au détriment de l'Egypte dans ce qu'on avait appelé la « guerre froide arabe », par la radicalisation des Frères musulmans, notamment en Egypte. Et plus tard, dans les années 70, ce courant va se renforcer davantage grâce à l'impact de l'Arabie Saoudite, avec le boom pétrolier de 1973. » L'argent du pétrole d'Arabie a donc financé cette radicalisation religieuse.

A partir de 1970, Hafez El Assad mène un jeu stratégique habile : il profite de la mort de Nasser en 1970

pour se rapprocher de l'Egypte de Sadate et de l'Arabie saoudite encore modérée de l'époque. Profitant de la rivalité Est-Ouest pendant la Guerre froide, il scelle alliance avec l'Iran après la révolution à Téhéran et joue les intermédiaires entre l'Iran et l'Arabie. Puis il soutient l'Iran dans sa guerre contre l'Irak (1980-88) pour éliminer l'Irak en tant que puissance régionale. L'Egypte étant dans le



même temps marginalisée par le monde arabe après les accords de Camp David avec Israël, la Syrie devient dans les années 80 la puissance montante du Moyen-Orient. La signature des accords de Taëf en 1989 lui donne les mains libres pour « **pacifier** » **le Liban, qui est envahi**. En 1991, lors de la première guerre de Golfe, Assad se range du côté américain : il reçoit l'argent de l'Arabie et du Koweït, devenus riches depuis le premier choc pétrolier. En permanence, Assad manie le double jeu : une coopération sécuritaire avec les Etats-Unis et des discours anti-américains, des violentes diatribes anti-israéliennes. Mais, dit Farouk Mardam-Bey, « *vint la guerre d'octobre 1973 qui a permis à Hafez el Assad de paraître comme un libérateur, alors qu'il n'avait rien libéré. C'était une guerre menée avec Sadate pour faire bouger les lignes diplomatiques. En fait, le Golan est resté israélien. Et même, en 1974, a été signé un accord de dégagement des troupes, une sorte d'armistice entre la Syrie et Israël sous l'égide des Etats-Unis... Depuis 1974, le front est gelé, pas un coup de feu n'a été tiré sur le Golan, c'est important de le noter* ».

A l'ombre de cette intense activité diplomatique, la société syrienne est réduite au silence par la terreur.

La répression des Frères musulmans a commencé dès 1970, puis s'est amplifiée : en 1980, ce sont 1000 prisonniers de la prison de Palmyre qui sont massacrés. En 1982, 20 000 habitants de la ville de Hama sont tués, toujours au nom de la lutte contre les Frères musulmans. Personne n'en a parlé. La répression s'est aussi abattue sur les syndicats, les partis de gauche dont le PC et tous les opposants, emprisonnés 10 ou 15 ans par la justice militaire, disparus ou exilés. L'opposition a été laminée, et la population réduite au silence. Le sociologue français Michel Seurat a écrit un ouvrage sur le thème de « **L'Etat de barbarie** » et en est sans doute mort au Liban. La conséquence, c'est que les seuls lieux de réunion sont devenus les mosquées.

Hafez el-Assad meurt en 2000. A partir de cette date, **la Syrie est livrée au clan Assad**. Il avait soigneusement préparé sa succession. En effet, ce type de régime ne peut se perpétuer que par la famille. Les mêmes tentatives ont échoué en Irak, en Libye, en Egypte, sauf en Corée du Nord... Dans les années précédentes, Bachar el-Assad, jeune médecin en formation à Londres, a été rapatrié, formé, présenté et reçu à l'étranger comme le successeur, et tout le monde a trouvé cela normal... En 2000 à la mort de son père, il a été élu président par plébiscite. Pendant six mois, il a donné l'illusion de vouloir faire des réformes, puis la répression s'est à nouveau abattue sur la Syrie. Car il n'est pas seul. C'est **tout un clan Assad qui dirige le pays** : sa famille, frères, beaux-frères, cousins, apparentés, généraux et autres amis, souvent d'origine alaouite. C'est le règne du népotisme absolu. Ce clan a organisé tout un culte de la personnalité autour

de Bachar, jusqu'à le « diviniser » en le surnommant « l'Eternel ». C'est aussi **ce clan qui a organisé la vie économique à son profit**, par la réforme de 2005, mais celle-ci a commencé sa mise en œuvre depuis 1990. Il s'agit, dit Yassîn Haj-Saleh, d'un « *libéralisme du marché autoritaire, ou du pouvoir autoritaire du marché économique* ». Elle porte au pouvoir économique la génération de Bachar et de ses cousins, qui étaient déjà riches. Elle profite à la bourgeoisie traditionnelle du commerce et des propriétaires terriens mais aussi à une nouvelle classe bourgeoise qui s'était développée avec la fonction publique. Cette réforme a aggravé la pauvreté.

Elle consiste en une libéralisation de l'économie, avec baisses des dépenses publiques : fin des subventions à l'agriculture après trois années de sécheresse, ruine d'une partie de la petite paysannerie et exode rural vers la périphérie des villes, dans des quartiers pauvres.

Les ressources du pays sont monopolisées par cette caste, famille élargie d'Assad et nouvelle bourgeoisie. Par exemple, le cousin de Bachar, Rami Makhoul possède la première société de téléphonie mobile, et peut-être une partie de la deuxième. Aucune activité ne leur échappe. Ils possèdent une grande partie des terres et des entreprises.

La conséquence est **une société de plus en plus clivée** : dans les villes, surtout les plus grandes, la bourgeoisie enrichie chasse les pauvres vers la périphérie, où ils retrouvent les pauvres venus des campagnes. Cette nouvelle caste fréquente des écoles privées de bonne qualité, pendant que le reste de l'enseignement est en déliquescence. Même opposition entre de bonnes cliniques et des hôpitaux sous-équipés. Le chômage augmente, ses statistiques n'ont rien à voir avec le chiffre officiel de 10%, il est au moins 3 fois plus élevé.

« *Le résultat de ces 50 années de tyrannie et de pouvoir totalitaire, dit Yassîn Haj-Saleh, c'est la naissance, le surgissement de cette classe sociale, barricadée dans ses prérogatives, dans tout ce qu'elle a gagné, dans tout ce que le régime a offert, qui considère qu'elle a droit à tout et qui donne l'impression que nous étions en pleine colonisation par un pays étranger. Ce qui explique que le soulèvement ou la révolution est l'équivalent d'un mouvement de libération d'un pays colonial, parce que les exactions et les agissements du pouvoir vis-à-vis de la population sont pires que ce qu'on a pu voir dans des pays colonisés.* » **Il y a donc à cette révolution de 2011 des origines économiques et sociales qu'on oublie souvent de mentionner.**

Cette mainmise du clan Assad sur les ressources de la Syrie se déroule parallèlement à un changement dans les relations internationales, à partir de l'intervention américaine en Irak en 2003. **Bachar el-Assad modifie ses alliances régionales**

pour s'adapter à ce **nouvel environnement international** : en 2004, l'ONU exige le retrait syrien du Liban. La réponse syrienne est l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri, puis un nouveau rapprochement de l'Iran chiite, mais aussi du Hezbollah libanais chiite, puis de l'Irak lui aussi dirigé par des chiites (la famille Assad, ses appuis et une partie de l'armée sont des Alaouites, branche éloignée du chiisme). On voit donc apparaître **un axe Iran, Irak, Syrie, Liban**. Par contre, la Syrie s'éloigne de l'Arabie saoudite qui, elle, est sunnite.

Bachar et la révolution

C'est dans ce contexte que la Syrie est gagnée par la contagion du « Printemps arabe », à la mi-mars 2011. Depuis cette date, Bachar el-Assad manipule la révolution à son profit, son objectif étant de couper les manifestants de leurs soutiens potentiels en Occident.

Les premières manifestations ont commencé dans des villes de province et étaient populaires. La bourgeoisie aisée, satisfaite de son sort, n'y a pas pris part. La population parlait, occupait l'espace public, revendiquait la fin de la dictature. L'élément religieux se sentait peu, même si beaucoup de manifestants issus des campagnes sont assez conservateurs sur le plan religieux. Le premier objectif de Bachar el-Assad a tout de suite été de les déclarer et de **les faire passer pour des terroristes** : dès le 15 avril, il a fait mitrailler toutes les manifestations. En septembre, des manifestants se sont armés pour se défendre : ce fut la naissance de l'Armée Syrienne Libre. Pour Jean-Pierre Perrin, « *cette montée des extrêmes a été entièrement décidée, voulue, calculée, maîtrisée par le régime, qui n'a pas dit qu'il affrontait une opposition démocratique, qui n'a pas dit que ceux qui le défiaient dans les principales villes syriennes voulaient tout simplement mettre à bas la dictature. Il l'a tout de suite caractérisée de révolution islamiste, totalitaire, de révolution qui voulait instaurer un régime pur et dur, un régime salafiste selon ses expressions même... J'ajoute que, s'il a voulu caractériser ainsi l'opposition, avec une arrière-pensée très visible, c'était pour la couper à tout prix de l'Occident qui, au début, voulait la soutenir.* » Et l'Occident y a cru.

Bachar el-Assad a dans le même temps favorisé les islamistes dans cette rébellion, pour les diaboliser.

Dans un premier temps, l'Armée syrienne libre a accepté la main tendue des groupes djihadistes, qui avaient les armes, l'argent et l'entraînement qui lui manquaient. Bachar a alors fait libérer les prisonniers islamistes de ses prisons. Ceux-ci se sont constitués en groupes djihadistes rebelles qui n'ont rien à voir avec les revendications premières de la population syrienne et qui militent pour leurs propres idéologies fanatiques religieuses sous couvert de soulèvement et de rébellion sociale. Et Bachar s'est bien gardé de les réprimer. Il les a laissés prendre de l'importance et se joindre au groupe radical de l'EIL/Da'ech (Etat islamique en Irak et au Levant). Le terreau du recrutement sur place a été le vieux fond religieux conservateur des provinces. Dès cette époque, Bachar comptait sur de futures dissensions entre factions islamistes.

Son machiavélisme est bien d'avoir favorisé les rebelles les plus radicaux pour justifier sa répression aux yeux de l'Occident. C'est à se demander s'ils ne sont pas de mèche avec le régime pour ancrer cette situation de chaos dans le pays et constituer un repoussoir à toute aide occidentale aux rebelles.

Cette répression s'est faite crescendo et tous azimuts. On a d'abord arrêté de nombreux manifestants ou des suspects. En trois ans dans une seule prison, on a compté 11 000 morts par torture et privations. La répression a commencé par un mitraillage des manifestations. Puis on a envoyé l'artillerie contre les villes soulevées, puis on a largué des tonnes de TNT depuis des hélicoptères. Il s'agissait de prouver aux civils qu'on ne peut pas vivre en dehors de ce régime. **Cette destruction systématique des villes, qui sont maintenant des champs de ruines, peut être qualifiée**, dit Jean-Pierre Perrin, d'« **urbicide** », **nouveau type de crime contre l'humanité** : « *Tuer une ville comme si c'était un être humain.* »

La dernière étape a été l'arme chimique, celle qui devait être la ligne rouge pour les Etats-Unis (et aussi pour la Russie, disait-elle). Bachar a défié l'ONU en utilisant l'arme chimique, c'est-à-dire des gaz, à deux reprises et en accusant les rebelles. Des enquêteurs de l'ONU ont conclu que seul le régime pouvait avoir utilisé l'arme chimique de cette façon, dans une banlieue populaire de Damas. Obama a pris acte, mais n'est pas allé plus loin.

On assiste à une montée des extrêmes des deux côtés.

Le régime a reçu des renforts militaires : gardiens de la révolution iraniens, troupes du Hezbollah libanais, rôdés au combat contre les Israéliens, et Irakiens chiites, c'est-à-dire **un front chiite, face à des rebelles sunnites**.

Mais ceux-ci ne sont pas homogènes : il y a des islamistes syriens qui luttent pour la Syrie, et d'autres groupes rebelles qui se sont multipliés, largement financés par l'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït, qui ne sont pas concernés par la libération du territoire syrien.

« *La commission d'enquête du Sénat américain*, dit Jean-Pierre Perrin, *a estimé qu'il y avait 1 600 groupes combattants... Elle estime le nombre de combattants... de 75 000 à 110 000, dont 26 000 extrémistes, parmi lesquels environ 7 000 combattants étrangers représentant 50 pays. Là, ce n'est pas elle qui le dit, ce sont mes propres estimations.*





Il y aurait entre 1 500 et 2 000 Européens, ce sont aussi les chiffres du ministère de l'Intérieur, dont environ 400 Français. Si on fait le compte de tous les Français qui se sont rendus en Syrie pour combattre, on devrait arriver autour du millier, ce qui est considérable sachant que, dans ces zones libérées des armées de Bachar, on ne fait pas que la guerre, on prépare déjà, du moins dans la majorité des régions, ce que sera la Syrie de demain, une Syrie pas du tout conforme à ce que voulaient les révolutionnaires de 2011, qui avaient des mots d'ordre qui disaient tout à fait le contraire.

... Dans cette Syrie entre les mains des groupes rebelles... se dressent déjà des complexes d'entraînement pour former des combattants, non pas seulement contre le régime, mais pour les renvoyer dans leur pays, en particulier les pays arabes, pour poursuivre leur mission djihadiste. Ce qui est important, c'est que la Syrie est en train, aujourd'hui, de devenir ce que furent les zones tribales afghanes et pakistanaïses, c'est-à-dire une région où l'on vient s'entraîner au Djihad, une sorte d'aimant qui attire les djihadistes du monde entier. Il y a l'Afrique évidemment, mais on peut la voir surtout comme une zone d'incubation, c'est là que l'on devient en quelque sorte djihadiste. Mais où on va aujourd'hui exercer ses talents de djihadistes, c'est aujourd'hui en Syrie. »

Alors que l'Afrique sahélienne est à l'heure actuelle l'incubateur pour les djihadistes, la Syrie, facile d'accès, est devenue le camp d'entraînement pour des djihadistes qui préparent la guerre sainte pour différentes parties du monde.

Et entre ces extrêmes, l'opposition modérée est marginalisée : elle a fait des erreurs ; des tendances divergentes et des querelles de personnes ont empêché son unité, sans doute par manque d'expérience politique : absence de libertés pendant 40 ans, mort des opposants, longues peines de prison, exil, disparition des partis de gauche qui étaient encore actifs dans les années 60. Ainsi, on peut se demander si la délégation qui représente l'opposition à Genève est vraiment à la hauteur de sa mission historique.

Trois ans après le début du conflit, la Syrie est un pays ruiné où règne le chaos le plus total. On compte déjà plus de 150 000 morts en 3 ans, dont de nombreux civils. Le régime tient un 1/3 du territoire, mais c'est le tiers le plus riche, avec Damas. Les 2/3, y compris Alep, sont aux mains de différentes factions djihadistes, dont certaines font régner une autre sorte de terreur. Au moins 1 200 000 Syriens sont déplacés dans leur propre pays. Des centaines de milliers sont réfugiés en Turquie, au Liban, en

Jordanie, ou exilés dans des pays plus lointains. L'économie est très désorganisée, avec de très gros problèmes de ravitaillement dans les zones tenues par les rebelles. Seule la région de Damas a un semblant de vie normale, reliée à l'extérieur par l'aéroport, ainsi que la zone alaouite du Nord-Ouest, sur la côte.

Pourquoi le reste du monde ne réagit-il pas face à cette situation catastrophique ?

« D'abord, dit Ziad Majed, ce qui m'a intrigué depuis le début de la Révolution syrienne, c'était le manque de sympathie autour de moi face à ce qui se passait dans ce pays, central pour la région par son histoire, par sa richesse, par sa diversité. On ne pouvait pas dire qu'on ne voyait pas ce qui se passait. Hafez el Assad, en 1982, avait pu, derrière des murs, sans images, tuer 30 000 personnes dans les prisons, la ville de Hama, et les personnes disparues. Il y a des personnes qui attendent jusqu'à aujourd'hui quelqu'un dans l'espoir qu'il est toujours vivant. On n'avait pas vu les images en direct. Dans notre monde, aujourd'hui, avec les images en direct, avec YouTube qui remplace l'absence des journalistes sur le terrain, avec les journalistes courageux comme Jean-Pierre qui ont pu aller à l'intérieur et qui ont écrit des témoignages, tout cela n'a pas suscité suffisamment de réactions, de solidarité, de sympathie. Surtout en Occident, là où il y a des sociétés assez dynamiques, là où la démocratie permet l'expression de la solidarité humaine, avant même l'analyse politique qui pousse peut-être certains à hésiter, qui considèrent que l'Orient est trop compliqué, que dans tous les cas la violence existe là-bas, donc on peut la tolérer un peu plus... »

Pourquoi cette absence d'empathie de l'opinion occidentale que ressentent les Syriens pour leur

« printemps syrien », malgré les images et la proximité géographique ? Peut-être parce que ce printemps arabe durait trop longtemps, depuis la Tunisie. L'opinion s'est-elle fatiguée ? Peut-être la tournure islamiste du nouveau pouvoir libyen a-t-elle inquiété ? Peut-être la crainte d'un nouvel Irak ou d'un nouvel Afghanistan ? Bachar a donc atteint son but.

Pourquoi l'ONU n'est-elle pas intervenue ? Obama ne veut surtout pas d'un nouvel « Irak », il a pensé que la menace de la ligne rouge en cas d'arme chimique suffirait à contenir Bachar. D'éventuelles décisions de l'ONU ont été bloquées par le veto de la Chine et de la Russie. Vladimir Poutine veut rendre sa place à la Russie dans la vie internationale, au risque d'une nouvelle guerre froide. Il a regretté d'avoir donné son accord à l'intervention en Libye, et il soutient le régime syrien, en lui fournissant des armes. C'est lui qui a repris la main et offert une porte de sortie à Bachar après l'utilisation des armes chimiques, en proposant de détruire l'arsenal chimique syrien sous contrôle international.

En conclusion, l'acharnement barbare de Bachar à défendre les intérêts de sa caste, la complexité des forces sur le terrain, le blocage de toute solution venue de l'extérieur, et les combats actuels entre groupes djihadistes ne poursuivant pas le même but, tous ces éléments rendent difficiles les perspectives de solution à court terme...

Joëlle Mesley

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE AUJOURD'HUI ...

Younès Arar est un des responsables de la résistance palestinienne en Cisjordanie. Il était à la Maison du Monde le 17 février, invité par Evry Palestine pour une tournée en France.

D'emblée, il nous situe le champ politique du conflit : « On va voir ensemble si on existait ou pas avant 48 ...car les Israéliens disent dans leur propagande que la Palestine n'existait pas, qu'elle était un désert quand ils sont arrivés et qu'ils ont transformé le désert en paradis... » en nous montrant une courte vidéo illustrant l'activité des villes palestiniennes avant 1948.

Son village Beit Omar, 17.000 habitants, a été occupé par les Israéliens en 67 et très tôt « touché » par l'installation de 3 colonies près du village, dont une avec un camp militaire dont Younès précise qu'il en est un hôte régulier...

« Les villageois sont continuellement agressés par des colons : champs de vignes pollués par les eaux usées des colonies, abattage des oliviers, voitures brûlées, slogans racistes sur les murs, attaques de nuit dans les maisons vers 2 ou 3h du matin quand les gens dorment, vol des terres déclarées soudainement « terres d'état »... On a replanté 5000 oliviers. La plupart ont été déracinés de nouveau. Des ordres de démolition sont placardés à Beit Omar. En 2013, 315 maisons ont été détruites « sur ordre ». Les colons attaquent et parfois tuent les paysans dans les champs. Dix minutes après, la police les arrêtent pendant 24 h et les relâchent, sans retenir de charge contre eux. Pour les autorités israéliennes c'est juste un Palestinien tué. Un bon Palestinien, c'est un Palestinien tué. Pour nous, c'était Youssef qui avait un avenir, des amis, une famille. Ils ont décidé de lui confisquer son droit à la vie...

L'école primaire des filles a eu les vitres brisées et a reçu des gaz toxiques. Quand on envoie nos enfants à l'école, on n'est jamais sûr de les voir revenir...

L'entrée principale de Beit Omar a été fermée 2 ans pendant la 2e intifada. L'an dernier, elle a été fermée 67 fois parfois selon l'humeur du soldat en poste... Ca veut dire que les travailleurs ne peuvent

plus aller travailler, les étudiants aller à l'université, les malades à l'hôpital. Les soldats israéliens font des raids dans les maisons n'importe quand, pour terroriser la population, arrêtent des personnes. Même les morts ne sont pas tranquilles. Pratiquement tous les enterrements sont attaqués, parfois aux gaz toxiques. Souvent les corps tombent des épaules de ceux qui les portent.

Est-ce qu'on est désespérés ? que tout est noir en permanence ? Non, on insiste pour vivre, on espère être libres un jour. Ca s'appelle l'espoir, qui n'est jamais mort en nous. »

La résistance populaire a commencé en 1920 contre l'occupation britannique. Elle a pris beaucoup de formes différentes depuis : la désobéissance civile, la



résistance armée, la résistance non violente... Mais est-ce suffisant de mobiliser la résistance populaire contre les colons dans les villages ? Visiblement non, alors les comités populaires ont décidé de faire sortir la résistance populaire des villages.

« Le but principal, c'est de faire que l'armée israélienne et les colons s'attendent à nous voir n'importe où, pas seulement dans les villages mais même dans leurs rêves ! Par des actions telles que reconstruire des villages avec des tentes, aller manifester dans des lieux hautement importants, économiques ou touristiques, dans les terres occupées depuis 67, auxquelles les Palestiniens n'ont aucun accès, ni possibilité d'investissements. Par exemple, l'occupation israélienne récolte des milliards dans le tourisme et l'exploitation commerciale des produits de beauté de la

mer Morte... On a fait flotter le drapeau palestinien sur la mer Morte, il y a 2 mois. On savait qu'ils n'oseraient pas tirer pour ne pas terroriser les touristes... Ca mobilise un nombre important de soldats et coûte de l'argent, c'est un fardeau économique et une pression sur les soldats. On aime aussi leur donner du fil à retordre, dès qu'on peut. Le ministre israélien du logement a décidé de faire une conférence au sud de Bethléem (en plein territoire palestinien) : une grande tente, du monde... On est les voisins, on s'est invités, on a chanté, brandi le drapeau palestinien. Le ministre n'a pas apprécié cet accueil chaleureux et a annulé l'événement...

On fait des conférences avec les comités populaires pour voir ce qui a marché ou pas, pour mobiliser les populations, les tenir au courant des plans de colonisation, de nos actions... On sait à quel point les journalistes sont importants, on cherche des liens forts avec eux pour qu'ils couvrent nos actions, en en faisant des médias de la résistance.

La dernière étape est d'aller au maximum devant des camps militaires. La raison est de briser le mur de la peur, la 2e est de montrer aux forces israéliennes qu'ils peuvent s'attendre à nous voir n'importe où, même dans les camps militaires. On a décidé d'emprunter leur technique, de bloquer les mouvements de colons sur leurs routes... Ces histoires se terminent quelquefois mal. On a perdu 10 de nos amis qui étaient avec nous, depuis longtemps.

On cherche toujours de nouvelles stratégies de résistance, avant c'était les villages, maintenant ce sont les colonies, les camps militaires, les routes des colons et le BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) avec les internationaux et les militants israéliens pacifistes... qui subissent aussi la répression. Beaucoup de femmes palestiniennes ont perdu leur mari et donc leur source de revenus. Des milliers d'enfants vivent sans père. La résistance palestinienne, ce n'est pas seulement des manifestations, mais aussi des associations de soutien à la population, pour pouvoir résister.

Catherine Dusart

GÉNÉRATION FEMMES

Mardi 4 mars, la Maison du Monde a accueilli l'association Génération Femmes (GF), représentée par Sérouga DIOUF, présidente, Anne-Marie Vaillé, co-fondatrice, et Isma Hocini, directrice.

L'objet de l'association est d'accueillir les jeunes, les femmes et leurs familles par des actions de médiation sociale et culturelle. Elle offre un lieu de rencontres quotidien aux femmes. Son but est de favoriser l'intégration des femmes du quartier des Pyramides, ainsi que le dialogue entre institutions et individus.

café de l'actu

Naissance de l'association : la médiation scolaire

Génération Femmes est née en 1992 au collège Jean Lurçat de Ris Orangis.

L'idée est venue partie d'un souci des enseignants d'accueillir au collège les familles d'origine étrangère récemment installées dans le quartier du Canal à Courcouronnes afin de faciliter la scolarisation de leurs enfant.

Adolé Ankrah, directrice de Femmes Interservices Migrants a proposé de solliciter des femmes de ce quartier, proches de ces familles, pour devenir des Médiatrices scolaires.

La fonction de médiatrice scolaire

Celles-ci sont alertées par l'établissement pour une question concernant un élève.

Elles rencontrent la famille concernée et élucident l'origine du problème.

Elles transmettent le résultat de leur démarche à l'établissement scolaire puis, facilitent une rencontre entre toutes les personnes concernées, personnels, représentants des familles, élèves afin de chercher une solution satisfaisante au problème.

Ces médiatrices ont un réel travail de traduction, pas seulement linguistique, pour faire passer les messages et installer une communication utile à l'élève entre l'école et la famille.

Elles n'ont aucune autorité statutaire sur les élèves ou sur les parents. Elles sont neutres, et ainsi, plus libres de leur parler.

Toutefois, le système de médiation scolaire a du mal à s'installer dans le système éducatif car il est très difficile de le pénétrer et d'y trouver sa place quand on n'est du sérail. Cela ne peut fonctionner que là où les chefs d'établissement et les enseignants sont convaincus que la médiation a un impact positif autant pour eux que pour les élèves et leur famille.

Dans un premier temps, les médiatrices étaient bénévoles au sein de l'association.

Puis, la tâche prenant de l'ampleur, progressivement, des médiatrices ont été salariées.

Aujourd'hui, on compte 10 postes (temps plein – temps partiel) au sein de la structure, et les emplois aidés se développent grâce au soutien de divers organismes publics (ACSE, Conseil Général, Conseil régional).

GF embauche sur des emplois précaires des personnes intéressées par la médiation sociale et culturelle. Elle les forme à ces activités et, en vertu de l'engagement pris avec l'Etat, elle les accompagne pour construire leur projet personnel de sorte que lorsqu'elles quitteront la structure, elles puissent trouver un emploi plus durable et moins précaire.

Génération Femmes est responsable de l'intégration professionnelle de ses salariées comme elle est responsable de l'intégration sociale des personnes qui font appel à elle.

Evolution de la médiation et du public

Pour aider les parents qui accompagnent scolairement leurs enfants, il a fallu intervenir dans d'autres domaines que celui de l'école.

En effet, pour régler un problème de scolarisation, il faut parfois au préalable régler tout un tas de problèmes au sein du foyer. Il est en effet fondamental pour un parent comprendre le fonctionnement des institutions auxquelles il a affaire. Il faut donc savoir lire, écrire et comprendre une conversation orale.

C'est pourquoi GF a mis en place des ateliers de « socialisation » qui permettent d'améliorer la connaissance de la langue française en abordant les divers aspects de la vie quotidienne de chacun.

Génération Femmes est une association qui s'adapte aux demandes et aux besoins de femmes qui sortent peu de chez elles et sont souvent étrangères aux coutumes, lois et règles de notre pays.



Il y a donc, en plus des ateliers de socialisation, des groupes de parole, une fois par semaine pour traiter de sujets divers qui préoccupent ces femmes: la santé, la contraception, l'éducation des enfants, les relations de couple, les questions de laïcité etc...

Au sein de GF 48 nationalités différentes se rencontrent. Aujourd'hui, beaucoup de personnes des pays d'Europe de l'Est ont rejoint les personnes originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne déjà présentes. Comment ces personnes arrivent-elles jusqu'à GF ?

Le premier contact se fait essentiellement par le bouche-à-oreille. Les administrations dirigent aussi les individus vers l'association.

Evolution des activités

L'association accompagne les familles pour de multiples démarches auprès des institutions publiques.

Elle propose de plus en plus d'activités pour les jeunes du quartier même s'ils ne constituent pas son public cible premier.

Par exemple, à travers le « café lecture », GF propose aux jeunes du quartier des Pyramides des activités ludiques visant à lutter contre l'échec

scolaire en leur donnant le goût de la lecture et de l'écriture.

Cette année, GF lance l'initiation au sport. L'activité accueille 26 jeunes (majoritairement des filles) tous les mercredis après-midi. Dans ce cadre-là également, l'association s'appuie sur ses partenariats avec, notamment, la fondation PSG, les fédérations de basket et de rugby.

Enfin, une des activités phares de l'association est celle des « Jeudis de la culture » qui propose aux familles des

sorties culturelles en période de vacances scolaires. Cette activité vise à remédier au fait que les familles ne partent plus en vacances.

Pour ses activités, Génération Femmes travaille avec de nombreux partenaires, comme TICE (transport et repérage dans l'espace), le Théâtre de l'Agora (éveil des tout-petits), l'OFII (alphabétisation),...

L'association en chiffres : on recense 230 inscriptions par an pour les cours de socialisation, 224 accompagnements à

l'année (accompagnements sociaux, en matière de violences conjugales, de santé, de démarches administratives,...), 105 rencontres et suivis de médiation dans le milieu scolaire.

Quelles **relations** GF entretient-elle **avec les pouvoirs publics**, au niveau des financements ? Il y a une grande confiance qui s'est établie avec les financeurs. GF ne rencontre pas de difficultés financières particulières. Elle sollicite toutefois de nouveaux partenaires, privés notamment.

Aussi, la large majorité des activités proposées par GF ne sont pas payantes mais l'association veille à ne pas donner l'habitude d'un gratuité permanente.

Camille Lacaze

108 Place Salvador Allendé
91000 EVRY
Téléphone 01 77 97 04 61
generation-femmes@club-internet.fr



La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu

prochain café de l'actu



La santé joue un rôle important dans le développement économique et humain des pays africains. La solidarité dans le domaine de la santé ne se résume pas à l'envoi de médicaments ou aux interventions d'urgence. Elle implique aussi de soutenir l'ensemble des acteurs de santé des pays concernés.

Développement et Santé est une association créée il y a 30 ans par des professionnels de santé bénévoles dans le but de participer à la formation continue des acteurs de santé de première ligne dans les pays en développement, notamment les infirmiers des pays d'Afrique francophone. Plus de 200 numéros ont été produits sur un grand nombre de thématiques (Hépatites, SIDA, Hygiène, Diabète, etc...) et depuis un peu moins de deux ans, Développement et Santé s'est orientée vers une nouvelle plate-forme électronique qui a connu une forte croissance ces derniers mois. Développement et Santé s'inscrit par ailleurs dans une dynamique de partenariats.

**ASSOCIATION
DEVELOPPEMENT
ET SANTE**

Mardi 1 avril 2014

Entre 18h30 et 20h30

18h30: Apéro bio équitable

19h00: Débat

Si vous voulez en savoir plus, ...

... Contactez-nous : ☎ 01.60.77.21.56 / documentation@maisondumonde.org

Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la Biocoop La Clairière et bénéficient du



GRILLE N° 120

L'Équateur

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

Horizontalement

I. Dans la cosmologie andine, c'est la «Terre mère» qui nous protège et que nous devons respecter. **II.** La nouvelle Constitution voulue par le président Correa est fondée sur des valeurs jamais mises en avant jusqu'alors mais qui sont «ancrées» dans la mémoire collective millénaire des Amérindiens. **III.** Fin d'infinif. En lançant sa révolution citoyenne, Correa a fait un grand «saut» (en espagnol) dans l'inconnu. **IV.** Ce genre de Constitution, c'est du «jamais vu» nulle part au monde. **V.** En haut d'un pied de maïs. **VI.** En perdant les élections municipales, le 23 février 2014, dans les plus grandes villes du pays, Correa voit poindre la menace d'être «écarté» du pouvoir à terme. Article inversé. **VII.** Situation de l'équateur par rapport à la Colombie. Lettres de Bolivar. Possessif. **VIII.** Depuis leur arrivée dans le Nouveau Monde, les envahisseurs espagnols n'en étaient pas à un «massacre» près de paysans andins. Participe à un bout de la grande ville de Riobamba. **IX.** Ce minerai est exploité en Equateur. Le plan du nom de ce «rapace» a terrorisé l'Amérique latine dans les années 70 avec l'appui de la CIA. **X.** Le supplice des gens qui vivent dans l'extrême pauvreté face aux intouchables propriétaires d'haciendas ressemble à celui de ce «fils de Zeus» : chaque fois qu'il voulait boire l'eau du fleuve, celui-ci s'asséchait. **XI.** Réaliser le «rassemblement» des citoyens en une seule nation est l'objectif du président de ce petit pays. Comme les Galapagos au milieu du Pacifique.

Verticalement

1. Dans l'extrême diversité physique et climatique de l'Equateur cohabitent douze «nationalités» avec leurs langues et leurs cultures. «Elément» sorti des volcans, il illumine la nuit andine. **2.** C'est une révolution, mais pas la révolution citoyenne de Correa. A la fin du 19e siècle, le président Alfaro a accordé aux femmes le droit de participer au «scrutin» pour élire les représentants de la nation. **3.** En Equateur, les Amérindiens, ont «manifesté avec force» leurs revendications et se sont enfin fait entendre par Correa. Dans la nature. **4.** Le «Kausay sumak», c'est-à-dire le «bien vivre» que veut promouvoir la nouvelle citoyenneté, consiste à vivre en «parfait accord» avec la nature. Au bout de tout. **5.** Dans le Pacifique. L'extrême pauvreté est un «asservissement» dont Correa a voulu libérer les victimes en commençant par leur accorder une allocation de 50 dollars. **6.** Voilà ce qu'est l'«extrême pauvreté». Au bout de la révolution. **7.** Peut-être ce président est-il traité de «subversif» par ceux qui veulent l'écarter. Avec cette défaite électorale, il a «compris» le danger. **8.** Sans doute les raisons de vouloir l'écarter sont-elles différentes et «mélangées» suivant les intérêts de chaque opposant. Association de défense du droit au logement en France. **9.** Tasse de «thé» anglais renversé. Les principaux opposants au président sont des multinationales comme Chevron (lui-même en procès avec la justice équatorienne) qui veulent puiser dans les réserves d'«hydrocarbure» de l'Amazonie. **10.** Pour sauver cette révolution citoyenne, les démocrates du monde entier doivent se sentir «concernés».

agenda

Mercredi 26 mars

17h30 à la Maison du Monde

**Assemblée Générale
d'Artisans du Monde**

Samedi 29 mars

à la Maison du Monde

**Assemblée Générale
d'Evry-Palestine**

Mardi 1er avril

18h30 à la Maison du Monde

**Café de l'actu
Présentation de l'association
Développement et Santé**

Samedi 24 mai

**Fête des 30 ans de la
Maison du Monde**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	R	I	V	E		N	O	M
II	I		I	L	E	R	O	U	G	E
III	V	E	Z	O		O	C	A	M	
IV	A	M		T		S		G		S
V		P	E	S	T	I	F	E	R	E
VI	F	I	N		R	O	I	S		X
VII	O	R	I	G	I	N	E		U	S
VIII	R	E	V	E	S		R	O	S	E
IX	E		R	O	T	I		N	U	L
X	T		E	L	E	V	A	G	E	
XI	S	I	S	E	S		V	O	L	S

**SOLUTION - Grille n°119
MADAGASCAR**